



LE PRÉFET DU DÉPARTEMENT DE LA VIENNE

- 1 DEC. 2022

DÉPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 28/11/2022

Reçu en préfecture le 28/11/2022

Publié le

SLO

ID : 086-228600011-20221125-22\_A\_PMI\_0023-AR

**ARRETE N° 2022-A-DGAS-DEF-PMI-0023**

**du 25 NOV. 2022**

**DIRECTION DE L'ENFANCE  
ET DE LA FAMILLE**

**SERVICE DE PROTECTION  
MATERNELLE ET INFANTILE**

*Affaire suivie par Mme Brigitte BAUDINIERE*

*Réf: BB/GR*

Portant modification de l'arrêté 2020-A-DGAS-DEF-PMI-0005 du 16 mars 2020 relatif à l'autorisation d'ouverture et de fonctionnement d'une micro-crèche PAJE d'enfants de moins de 6 ans, «O P'TIT CHAT» situé :

*31 rue de Beaurepaire  
POITIERS (86000)*

**Le Président du Conseil Départemental de la Vienne,**

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.3221-9,

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L. 2111-1 et suivants, L.2324-1 et suivants et R. 2324-16 et suivants,

VU l'arrêté du 29 juillet 2022 relatif aux professionnels autorisés à exercer dans les modes d'accueil du jeune enfant,

VU l'arrêté 2020-A-DGAS-DEF-PMI-0005 du 16 mars 2020 portant autorisation d'ouverture et de fonctionnement d'une micro-crèche PAJE d'enfants de moins de 6 ans, « O P'TIT CHAT » à Poitiers

CONSIDERANT le courriel du 8 novembre 2022 et le courrier du 10 novembre 2022 de Monsieur , gérant de SAS SHGESTION sollicitant l'autorisation du Président du Conseil Départemental suite au changement de référente technique et pour l'augmentation de la capacité d'accueil de la micro-crèche PAJE « O P'TIT CHAT » à Poitiers

CONSIDERANT l'avis technique favorable du Médecin Coordonnateur de Protection Maternelle et Infantile, à l'exclusion de ce qui relève des compétences de la commission de sécurité,

Sur proposition de Monsieur le Directeur Général des Services Départementaux,

**Département de la Vienne**

39, rue de Beaulieu

86008 Poitiers Cedex

Tél. 05 49 45 90 45

■ lavienne86.fr

**Article 1<sup>er</sup> :**

Autorise le gérant de SAS SH GESTION à faire fonctionner à compter du 14 novembre 2022 **une micro-crèche « O P'TIT CHAT**, situé 31 rue du Beaurepaire à Poitiers avec **une nouvelle référente technique et à augmenter la capacité d'accueil à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.**

**Article 2 :**

La capacité d'accueil sera de **12 enfants maximum âgés de 10 semaines 4 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.**

**Article 3 :**

L'établissement est ouvert du **lundi au vendredi de 7h30 à 18h30.**

**Article 4 :**

La référence technique est assurée par :

- **Madame** , Infirmière Puéricultrice

En application de l'article R.2324-34-2 ou II de l'article R.2324-46-5 du code de la santé publique elle exerce également cette fonction pour la micro-crèche « **O P'TIT CHAT 2** » située 2 rue Blaise Pascal à Jaunay-Marigny,

En application de l'article R2324-46-1 du Code de la Santé Publique la quotité minimale de temps de travail dédiée à la fonction de référente technique est de **0.40 ETP** sur les deux établissements.

**L'encadrement des enfants** est assuré par du personnel justifiant d'une certification au moins de niveau V enregistrée au répertoire national de certifications professionnelles, attestant de compétences dans le champ de l'accueil des jeunes enfants et de deux années d'expérience professionnelle ou d'une expérience professionnelle de 3 ans comme assistant maternel agréé.

**L'effectif minimum du personnel intervenant auprès des enfants :** une professionnelle est présente pour l'accueil d'un à trois enfants. Pour des raisons de sécurité une autre personne clairement désignée est joignable par téléphone en cas d'urgence. Deux professionnelles sont présentes pour un nombre d'enfants compris en 4 et 10.

**Article 5 :**

Le Président du Conseil Départemental doit être informé sans délai de tout projet de modification portant sur un des éléments du dossier de demande d'autorisation ou sur une des mentions de la présente autorisation.

**Article 6:**

En application de l'article L. 2324-3 du code de la santé publique, lorsqu'il estime que la santé physique ou mentale ou l'éducation des enfants sont compromises ou menacées, le Représentant de l'Etat dans le Département, après avis du Président du Conseil Départemental, peut adresser des injonctions à l'établissement et s'il n'y est pas satisfait, prononcer la fermeture totale ou partielle, provisoire ou définitive de l'établissement.

**Article 7 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil Départemental dans un délai de deux mois à compter de sa date exécutoire. Un recours contentieux peut également être porté contre le présent arrêté devant le Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale ou par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)), dans un délai de deux mois suivant sa date exécutoire, le recours gracieux auprès du Président suspendant ce délai.

**Article 8 :**

Le Directeur Général des Services Départementaux, le Médecin Coordonnateur de Protection Maternelle et Infantile, le Gérant de la SAS SHGESTION sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département et/ou affichés. Il sera également notifié au gestionnaire de l'établissement.

Fait à POITIERS, le **25 NOV. 2022**

**Le Président du Conseil Départemental**



**Alain PICHON**

Envoyé en préfecture le 28/11/2022

Reçu en préfecture le 28/11/2022

Publié le



ID : 086-228600011-20221125-22\_A\_PMI\_0023-AR